

Service risques et installations classées (SRIC)
12/14, rue des Archives
94011 Créteil Cedex

Créteil, le 15 février 2024

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/10/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

REVIVAL

3 route de l'Île-Saint-Julien
94380 Bonneuil-sur-Marne

Références : DRIEAT-IF/UD94/SRIC/PADVME/2023/AH/N° 531GR

Code AIOT : 0007402687

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/10/2023 dans l'établissement REVIVAL implanté 3, route de l'Île-Saint-Julien à Bonneuil-sur-Marne. L'inspection a été annoncée le 25/09/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- REVIVAL
- 3 route de l'Île-Saint-Julien 94380 Bonneuil-sur-Marne
- Code AIOT : 0007402687
- Régime : Autorisation
- IED : Oui

Le site d'implantation, situé sur le Port de Bonneuil-sur-Marne au 3, route de l'Île-Saint-Julien sur la commune de Bonneuil-sur-Marne, exploité intégralement par la société REVIVAL (Siret : 616 620 092 000 83) depuis le 1er janvier 2016, était précédemment scindé en deux entités :

- la société GALLO a exercé des activités de récupération, tri et traitement de ferrailles et autres déchets métalliques en vue de leur réutilisation dans des installations industrielles, notamment des aciéries et fonderies, et une activité de transit de déchets électriques et électronique, jusqu'au 31 décembre 2015. Des activités de dépollution et de démontage de véhicules hors d'usage y étaient également autorisées et agréées. La société REVIVAL a déclaré avoir succédé à la société GALLOO en date du 1er janvier 2016 ;
- la société TIRFER a exploité un centre de traitement des ferrailles provenant principalement d'incinérateurs d'ordures ménagères jusqu'au 31 mars 2014. La société REVIVAL a déclaré avoir succédé à la société TIRFER à compter du 1er avril 2014.

Les principales activités exercées par la société REVIVAL sur le site sont maintenant les suivantes :

- une activité de regroupement, tri et traitement de déchets métalliques, constituant l'activité principale aussi bien en termes de surface utilisée qu'en termes de volumes de fonctionnement :

- une activité de « Livre de police » métaux (centre d'apports volontaires) ;
- une activité de regroupement, tri et transit de déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE) ;
- une activité de réception, regroupement, tri et transit de déchets non dangereux d'origine industrielle (DND) ;
- une activité de réception, regroupement, tri et transit de déchets dangereux d'origine industrielle (DD) ;
- une activité de traitement de gros appareils électroménagers produisant du froid (GEM-F) et de chauffe-eaux.

Les installations sont classées administrativement sous les rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement :

Rubriques	Régime	Libellé de la rubrique (activité)	Volume de l'activité
3510	A	Élimination ou valorisation des déchets dangereux, avec une capacité de plus de 10 tonnes par jour, supposant le recours à une activité de traitement physico-chimique	Traitement des GEM-F : 96 t/j
3550	A	Stockage temporaire de déchets dangereux ne relevant pas de la rubrique 3540, dans l'attente d'une des activités énumérées aux rubriques 3510, 3520, 3540 ou 3560 avec une capacité totale supérieure à 50 tonnes, à l'exclusion du stockage temporaire sur le site où les déchets sont produits, dans l'attente de la collecte	417 t (GEM-F en attente de traitement : 415 t + autres DEEE en transit : 1,65 t)
2790	A	Installation de traitement de déchets dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2711, 2720, 2760, 2770, 2792, 2793 et 2795	Traitement des GEM-F : 96 t/j
2791-1	A	Installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2515, 2711, 2713, 2714, 2716, 2720, 2760, 2771, 2780, 2781, 2782, 2783, 2794, 2795 et 2971. La quantité de déchets traités étant supérieure ou égale à 10 t/j.	Traitement de déchets métalliques : 310 t/j (cisaillage : 20 t/h oxydécoupage : 2 t/h)
2718-1	A	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2719, 2792 et 2793. La quantité de déchets dangereux susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 t ou la quantité de substances dangereuses ou de mélanges dangereux, mentionnés à l'article R.511-10 du code de l'environnement, susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale aux seuils A des rubriques d'emploi ou de stockage de ces substances ou mélanges.	Regroupement de batteries usagées : 40 t
2711-1	E	Installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets d'équipements électriques et électroniques, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719. Le volume susceptible d'être entreposé étant supérieur ou égal à 1 000 m ³ .	5 922 m³ (GEM-F en attente de traitement : 5 672 m ³ + autres DEEE en transit : 250 m ³)
2713-1	E	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712 et 2719. La surface étant supérieure ou égale à 1 000 m ² .	Surface exploitée de : 5 600 m²
2710-2-b	DC	Installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719. Dans le cas de déchets non dangereux, le volume de déchets susceptible d'être présents dans l'installation étant supérieur ou égal à 100 m ³ et inférieur à 300 m ³ .	Métaux non ferreux : 290 m³
4725-2	D	Oxygène (numéro CAS 7782-44-7) La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 2 t mais inférieure à 200 t.	Quantité de gaz : 3,6 t (72 bouteilles de 50 kg)

Les activités de l'établissement sont réglementées par les arrêtés suivants :

- Arrêté ministériel du 10 mars 1997 *relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 4725 ;*
- Arrêté ministériel du 27 mars 2012 *relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2710-2 (Installations de collecte de déchets non dangereux apportés par leur producteur initial) ;*
- Arrêté ministériel du 06 juin 2018 *relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;*
- Arrêté ministériel du 17 décembre 2019 *relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED ;*
- Arrêté ministériel du 12 janvier 2021 *relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 3520 et à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3510, 3531 ou 3532 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;*
- Arrêté préfectoral d'autorisation n°2021/01663 du 11 mai 2021.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;

- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾
Stockage des déchets	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25	/	Lettre de suite préfectorale
Documents de l'installation.	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 60	/	Lettre de suite préfectorale
Entreposage des déchets	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13	/	Lettre de suite préfectorale
Modification de l'installation	Code de l'environnement article R. 181-46	/	Mise en demeure, respect de prescription
Information du public	Code de l'environnement article R. 125-2	/	Lettre de suite préfectorale
Gestion déchets réceptionnés	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13	/	Lettre de suite préfectorale

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Capacité des rétentions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25	/	Sans objet
Dispositions spécifiques aux aires de chargement, déchargement et manipulation	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25	/	Sans objet
Principes généraux de prévention des risques.	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47	/	Sans objet
État des matières stockées.	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	/	Sans objet
Eaux pluviales.	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 43	/	Sans objet
Accessibilité	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 7	/	Sans objet
Opérations de tri des déchets	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Ainsi, lors de l'inspection du 18 octobre 2023, qui consistait à vérifier la conformité de l'installation,

vis-à-vis de l'arrêté préfectoral d'autorisation, l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 et l'arrêté ministériel du 6 juin 2018, 6 non-conformités et une observation ont été relevées :

- **Non-conformité n°1 :**
Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25
Constat : L'exploitant n'a pas en mesure de s'assurer de l'étanchéité de la zone de stockage des déchets métalliques cisailés ou à cisailier.
- **Non-conformité n°2 :**
Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 60
Constat : L'exploitant ne dispose pas de l'ensemble des plans défini dans l'article.
- **Non-conformité n°3 :**
Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13
Constat : Des réservoirs de fluides frigorigènes sont stockés en extérieur du site.
- **Non-conformité n°4 :**
Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13
Constat : L'exploitant ne dispose pas d'information au préalable ou de test de lixiviat pour des déchets métalliques susceptibles d'être des déchets dangereux.
- **Non-conformité n°5 :**
Référence réglementaire : Code de l'environnement, article R. 181-46
Constat : L'exploitant a modifié son installation sans avoir préalablement informé l'inspection des installations classées.
- **Non-conformité n°6 :**
Référence réglementaire : Code de l'environnement, article R. 125-2
Constat : L'exploitant n'a pas transmis le dossier d'information au public de 2022.
- **Observation n°1 :**
Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25
Constat : Des déchets plastiques issus du broyage de Gros Électroménager Froid (GEM-F) sont dispersés sur le site.

2-4) Fiches de constats

Point de contrôle n°1 : Capacité des rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25 > I.

Prescription contrôlée :

Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ou récipient associé ;
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés ou récipients associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des récipients ;
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des récipients ;

— dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.

Constats :

L'inspection constate que les liquides susceptibles de créer une pollution des eaux ou des sols sont associés à une capacité de rétention suffisante.

Type de suites proposées : Sans suite

Point de contrôle n°2 : Dispositions spécifiques aux aires de chargement, déchargement et manipulation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25

Prescription contrôlée :

A.-Les aires de chargement et de déchargement routier et ferroviaire de matières dangereuses sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les règles définies aux points I et II de l'article 25.

E.-Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol, solides ou liquides, est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les fuites éventuelles ou épandages accidentels.

Constats :

L'inspection constate que les aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol, solides ou liquides sont étanches.

Type de suites proposées : Sans suite

Point de contrôle n°3 : Stockage des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25

Prescription contrôlée :

Les stockages des déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisés sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des eaux de ruissellement.

Constats :

L'inspection constate que les eaux de ruissellement sur ces aires sont récupérées.

Cependant, l'étanchéité des sols ne peut être confirmée au vu de la dégradation des sols au niveau du stockage des ferrailles cisailier et à cisailier.

Observations :

L'inspection des installations classées invite l'exploitant à diminuer la quantité de déchets présent dans ces aires de stockages principalement pour le stockage de plastique issus des gros électroménagers froids, en réalisant des retraits à une fréquence plus élevée.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Point de contrôle n°4 : Principes généraux de prévention des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47

Prescription contrôlée :

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations ou à défaut pour en limiter les conséquences.

Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour que la prévention des risques soit

effective, dans les conditions normales d'exploitation et dans les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'au démantèlement du site après l'exploitation.

Il met en place les dispositions nécessaires pour détecter et corriger les écarts éventuels.

Constats :

L'inspection constate que l'exploitant a mis en place des procédures en cas d'inondation afin de prévenir tout risque de pollution.

Type de suites proposées : Sans suite

Point de contrôle n°5 : État des matières stockées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49

Prescription contrôlée :

Les dispositions du présent article sont applicables à l'ensemble des installations relevant du régime de l'autorisation.

L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.

L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent.

Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.

Constats :

L'inspection constate que l'exploitant est en mesure de fournir :

- un état des stocks à jour
- les fiches de données de sécurité (FDS) des produits chimiques présents sur le site.

Type de suites proposées : Sans suite

Point de contrôle n°6 : Documents de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 60

Prescription contrôlée :

L'exploitant tient à jour les documents suivants :

- les plans, en particulier, pour les installations concernées ;
- les plans d'implantation des installations, en particulier des zones à risques mentionnées à l'article 48 avec une description des dangers pour chaque local présentant des risques particuliers et l'emplacement des interrupteurs ou arrêts d'urgence prévus au point B de l'article 66 ainsi que des moyens de protection incendie ;
- le plan des réseaux, en particulier le plan de situation décrivant schématiquement l'alimentation des différents points d'eau ainsi que l'emplacement des vannes de barrage sur les tuyauteries ;
- le plan des réseaux et installations de rétention et confinement des eaux incendie, ainsi que, le cas échéant, l'implantation des dispositifs de déclenchement ou obturation et dispositifs de limitation de propagation de sinistre ;
- le plan des tuyauteries contenant des matières dangereuses prévu à l'article 25. V. E ;
- le plan des équipements et moyens de lutte contre l'incendie et d'intervention prévus à l'article 68 du présent arrêté ;
- Les plans sont tenus à disposition, de façon facilement accessible, des services d'incendie et de secours.

Constats :

L'inspection constate que, contrairement aux dispositions de l'article 60 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié, l'exploitant n'est pas en mesure de fournir les plans des installations.

Ces plans sont en cours de finalisation suite aux travaux de modifications de l'installation.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Point de contrôle n°7 : Eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 43

Prescription contrôlée :

II. - Les eaux pluviales susceptibles d'être significativement polluées du fait des activités menées par l'installation industrielle, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockage et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence.

Ces dispositifs de traitement sont entretenus par l'exploitant conformément à un protocole d'entretien. Les opérations de contrôle et de nettoyage des équipements sont effectués à une fréquence adaptée.

Les fiches de suivi du nettoyage des équipements, l'attestation de conformité à une éventuelle norme ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont mis à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

L'inspection constate que l'exploitant est en mesure de démontrer :

- la présence d'une station d'épuration
- que cette station d'épuration est régulièrement nettoyée
- la bonne élimination des déchets issus de la station d'épuration.

Type de suites proposées : Sans suite

Point de contrôle n°8 : Accessibilité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 7

Prescription contrôlée :

L'installation dispose en permanence d'au moins un accès pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours.

Constats :

L'inspection constate que l'installation dispose en permanence d'au moins un accès pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours.

Type de suites proposées : Sans suite

Point de contrôle n°9 : Entreposage des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13

Prescription contrôlée :

Les zones d'entreposage et de manipulation des produits ou déchets sont couvertes lorsque l'absence de couverture est susceptible de provoquer :

- la dégradation des produits ou déchets gérés sur l'installation, rendant plus difficile leur utilisation, valorisation ou élimination appropriée, par exemple via l'infiltration d'eau dans la laine de verre et les mousses des déchets d'équipements électriques et électroniques ;

– l'entraînement de substances polluantes telles que des huiles par les eaux de pluie.

Constats :

L'inspection constate que, lorsqu'il y a un risque de pollution, la zone d'entreposage des déchets est couverte.

Cependant, il a été observé la présence de réservoirs de récupération de fluides frigorigènes (COV et CFC) en extérieur.

L'exploitant doit stocker ces déchets dans un emplacement confiné afin de limiter les rejets à l'atmosphère ou doit prouver que ces réservoirs possèdent une double enveloppe.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Point de contrôle n°10 : Opérations de tri des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13

Prescription contrôlée :

Dispositions particulières aux déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE) :

Lorsqu'ils sont identifiés, les condensateurs, les radiateurs à bain d'huile et autres déchets susceptibles de contenir des PCB sont séparés dans un bac étanche spécialement affecté et identifié. Leur élimination est faite dans une installation dûment autorisée.

Constats :

L'inspection constate que le stockage de DEEE sont séparés dans un bac étanche spécialement affecté et identifié.

De plus, lors de l'inspection, l'exploitant a informé qu'il n'accepte pas les DEEE au PCB.

Type de suites proposées : Sans suite

Point de contrôle n°11 : Modification de l'installation

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article R. 181-46

Prescription contrôlée :

I. – Est regardée comme substantielle, au sens de l'article L. 181-14, la modification apportée à des activités, installations, ouvrages et travaux soumis à autorisation environnementale qui :

1° En constitue une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale en application du II de l'article R. 122-2 ;

2° Ou atteint des seuils quantitatifs et des critères fixés par arrêté du ministre chargé de l'environnement ;

3° Ou est de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3.

La délivrance d'une nouvelle autorisation environnementale est soumise aux mêmes formalités que l'autorisation initiale.

II. – Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.

S'il y a lieu, le préfet, après avoir procédé à celles des consultations prévues par les articles R. 181-18, R. 181-19, R. 181-21 à R. 181-32 et R. 181-33-1 que la nature et l'ampleur de la modification rendent nécessaires et, le cas échéant, à une consultation du public dans les conditions de l'article L. 123-19-2 ou, lorsqu'il est fait application du III de l'article L. 122-1-1, de l'article L. 123-19, fixe des prescriptions

complémentaires ou adapte l'autorisation environnementale dans les formes prévues à l'article R. 181-45.

[...]

Constats :

Lors de l'inspection, il a été observé que des modifications notables ont été apportées à l'installation sans en avoir informé, avant sa réalisation, l'inspection des installations classées et la préfecture du Val-de-Marne.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure

Point de contrôle n°12 : Information du public

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article R. 125-2

Prescription contrôlée :

I.-Sans préjudice des prescriptions relatives à l'information du public prévues aux articles L. 511-1 et suivants et aux articles du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 pris pour l'application de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement, les exploitants d'installations de traitement de déchets soumises à autorisation en vertu des dispositions législatives des mêmes articles établissent un dossier qui comprend :

1° Une notice de présentation de l'installation avec l'indication des diverses catégories de déchets pour le traitement desquels cette installation a été conçue ;

2° L'étude d'impact jointe à la demande d'autorisation avec, éventuellement, ses mises à jour ;

3° Les références des décisions individuelles dont l'installation a fait l'objet en application des dispositions législatives des titres Ier et IV du livre V ;

4° La nature, la quantité et la provenance des déchets traités au cours de l'année précédente et, en cas de changement notable des modalités de fonctionnement de l'installation, celles prévues pour l'année en cours ;

5° La quantité et la composition mentionnées dans l'arrêté d'autorisation, d'une part, et réellement constatées, d'autre part, des gaz et des matières rejetées dans l'air et dans l'eau ainsi que, en cas de changement notable des modalités de fonctionnement de l'installation, les évolutions prévisibles de la nature de ces rejets pour l'année en cours ;

6° Un rapport sur la description et les causes des incidents et des accidents survenus à l'occasion du fonctionnement de l'installation.

II.-Ce dossier est mis à jour chaque année ; il en est adressé chaque année un exemplaire au préfet du département et au maire de la commune sur le territoire de laquelle l'installation de traitement des déchets est implantée ; il peut être librement consulté à la mairie de cette commune.

Constats :

L'exploitant n'a pas adressé à la préfecture du Val-de-Marne et au maire de Bonneuil-sur-Marne, le dossier d'information de 2022.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Point de contrôle n°13 : Gestion déchets réceptionnés

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13

Prescription contrôlée : [...]**II. Procédure d'information préalable**

Avant d'admettre un déchet dans son installation et en vue de vérifier son admissibilité, l'exploitant demande au producteur du déchet [...] une information préalable qui contient les éléments ci-dessous.[...]

a) Informations à fournir :

- source (producteur) et origine géographique du déchet ;
- informations concernant le processus de production du déchet (description et caractéristiques des matières premières et des produits) ;
- données concernant la composition du déchet dont notamment les constituants principaux (nature physique et chimique) et son comportement à la lixiviation, le cas échéant ;
- apparence du déchet (odeur, couleur, apparence physique) ;
- code du déchet conformément à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;
- en cas d'un déchet relevant d'une entrée miroir, éléments justifiant l'absence de caractère dangereux ;

[...]

c) Essais à réaliser :

Les données concernant la composition du déchet et l'ampleur des essais requis en laboratoire dépendent du type de déchets. Notamment, les déchets municipaux [...].

Pour les autres types de déchets, il convient de réaliser un essai de lixiviation selon les règles en vigueur. L'analyse des concentrations contenues dans le lixiviat porte sur les métaux (As, Cd, Cr total, Cu, Hg, Ni, Pb et Zn), les fluorures, l'indice phénols, les cyanures libres, les hydrocarbures totaux, les hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP), les composés organiques halogénés (en AOX ou EOX). La siccité du déchet brut et sa fraction soluble sont également évaluées.

Les tests et analyses relatifs à l'information préalable peuvent être réalisés par le producteur du déchet, l'exploitant de l'installation de transit, regroupement ou tri ou tout laboratoire compétent.

Il est possible de ne pas effectuer les essais après accord de l'inspection des installations classées dans les cas suivants :

- toutes les informations nécessaires à l'information préalable sont déjà connues et dûment justifiées ;
- le déchet fait partie d'un type de déchet pour lequel la réalisation des essais présente d'importantes difficultés ou entraînerait un risque pour la santé des intervenants ou, le cas échéant, pour lequel on ne dispose pas de procédure d'essai ;
- l'exploitant met en place une surveillance de l'ensemble des paramètres mentionnés dans l'article 17.

[...]

III. Procédure d'admission

[...]

c) En cas de doute sur la nature et le caractère dangereux ou non d'un déchet entrant, l'exploitant réalise ou fait réaliser des analyses pour identifier le déchet. Il peut également le refuser.

[...]

Constats :

Lors de l'inspection, il a été constaté la présence de déchets de ferrailles provenant des incinérateurs (cf. planche photographique).

L'exploitant n'était pas en mesure de définir le caractère dangereux ou non de ces déchets issus des imbrûlés des incinérateurs.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Planche photographique :



Réservoirs de stockage de fluide frigorigènes



Réservoirs de stockage de fluide frigorigènes



Bassin d'infiltration des eaux pluviales de toitures



Bassin de traitement des eaux pluviales



Déchets métalliques incinérés